



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Syrie-L-ennemi-de-mon-ennemi-n-est-pas-forcement-mon-ami>

Syrie : L'ennemi de mon ennemi n'est pas forcément mon ami

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 8 octobre 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La vieille idée que l'ennemi de mon ennemi est mon allié, si pas mon ami, a la vie aussi dure que l'autre idée également néfaste qu'au nom de la lutte contre « l'ennemi principal » il faudrait tolérer les pires crimes de l'allié ou de « l'ennemi secondaire ». Les gens qui ne pensent qu'en termes de nations et non dans les divers secteurs en lutte qui les composent, et encore moins dans les travailleurs qui y sont victimes de « leurs » gouvernants, ne peuvent pas comprendre qu'il est essentiel de distinguer et de séparer parmi « les Etasuniens », afin d'opposer exploités et exploités et retirer aux agents du grand capital tous les prétextes possibles pour faire leur politique belliciste.

Par conséquent, en soutenant l'aberration que Bachar Al-Assad représente le peuple syrien et en minimisant sa dictature, ceux qui ne pensent qu'en noir et blanc et ne voient que deux camps désarment l'opposition interne à Obama et permettent que ce dernier parle au nom de la « démocratie ». Il n'y a pas seulement deux options : l'impérialisme, dans toutes ses variantes, et la « nation agressée », prétendument représentée par son gouvernement, même s'il est criminel. Il existe, au contraire, une troisième option qui est à la fois anti-impérialiste, contre la dictature et socialiste.

L'extrême droite européenne, y compris les néonazis grecs, s'opposent aujourd'hui aux Etats-Unis. Est-elle pour autant l'allié des anti-impérialistes ? Les militaires nationalistes argentins, dont Perón, qui, par haine de l'impérialisme anglais souhaitait le triomphe du nazisme, avaient-ils donc raison de vouloir changer un joug par un autre encore pire ? Ceux qui connaissaient les innombrables crimes de Staline mais qui les occultaient « pour ne pas donner des armes à l'ennemi » (qui les connaissaient lui aussi parfaitement et les utilisait ou même les glorifiait), qui ont-ils renforcé ? Etait-il obligatoire, au nom de l'« anti-impérialisme », de déclarer que le dictateur de Somalie Siad Barré était « un grand marxiste », ou de faire de même avec les dictateurs militaires d'Ethiopie et oppresseurs des Erythréens, ou encore d'encenser Léonid Brejnev, qui a encouragé la mafia en URSS, ou encore soutenir les dictateurs argentins pendant la Guerre des Malouines ?

La défense du gouvernement de Saddam Hussein, un assassin et un agent des Etats-Unis tant que cela convenait à ces derniers, n'a-t-elle pas affaibli l'opposition à la guerre en Irak et n'a-t-elle pas favorisé la création d'affrontement interreligieux qui n'existait pas auparavant ? Mettre un signe d'égalité entre Muammar Khadafi, la souveraineté de la Libye et tout le peuple de ce pays, en plus de couvrir d'opprobre tous ceux qui firent cet amalgame grossier, n'a-t-elle pas facilité la tâche des divers impérialismes et de l'extrémisme islamiste salafiste ?

Maintenant, grâce à la pression des peuples (en Angleterre, en France, aux Etats-Unis), les gouvernements impérialistes ont du accepter, provisoirement, une solution négociée au problème du développement nucléaire de l'Iran et une « solution politique » à la guerre en Syrie. Toute la politique régionale du régime belliciste de Tel Aviv est ébranlée et il faut donc supposer qu'Israël fera toutes les provocations possibles pour pousser à nouveau la situation vers une guerre des grandes puissances contre leurs ennemis.

La « solution politique » en Syrie, à son tour, implique une négociation entre l'opposition bourgeoise démocratique modérée et les nationalistes, d'une part, et la dictature d'Assad, de l'autre, en laissant à l'arrière plan les salafistes et les agents franco-yankees, permettant que l'armée, profitant de sa domination du ciel et de son artillerie lourde, les défasse. Bien entendu, la Turquie, les monarchies arabes ainsi que les secteurs les plus belliqueux des Etats-Unis tenteront de saboter cet accord.

Rappelons que la dictature de la dynastie Assad a assassiné des milliers de Palestiniens lors de l'Octobre Noir dans

les années 70, qu'elle a participé à la Première Guerre du Golfe contre l'Irak, qu'elle tué des milliers de citoyens syriens à Homs dans les années '80, qu'elle torturé et assassiné les opposants de toutes tendances et qu'elle a alimenté le conflit interethnique. Elle ne représente pas le peuple syrien mais bien une camarilla, elle n'est ni « nationaliste », ni « de gauche », même si l'impérialisme l'attaque et qu'elle a enrôlé à son service d'anciens communistes staliniens.

L'opposition, quant à elle, est loin d'être unique. La première opposition massive, avec des manifestations et l'élection de comités populaires qui a éclaté quand les Egyptiens ont renversé Hosni Moubarak, a été écrasée dans le sang. Mais beaucoup d'officiers et de soldats nationalistes arabes ou musulmans modérés du type des Frères Musulmans égyptiens ont formé l'Armée Libre Syrienne, qui combat à la fois contre Assad et contre les agents du Qatar, des Etats-Unis et de la France. Ces derniers se trouvent au sein du Front Islamique Syrie mais ne sont pas unis aux brigades djihadistes d'Al Nusra, liées à Al-Qaeda, et qui comptent un grand nombre d'étrangers qui luttent pour un Etat islamique dans toute le Moyen Orient (une sorte de nouveau califat) et qui, par conséquent, ne reçoivent pas d'aide de l'impérialisme occidental. Enfin, il y a les Kurdes, toujours réprimés par Assad et par la Turquie, combattent avec leurs Unités de Protection Populaire à la fois l'armée et les salafistes. Le soutien à Assad d'une partie de ceux qui se disent de gauche contribue à l'amalgame de tous ces groupes alors que l'opposition à l'impérialisme et au régime les différencie.

Si l'on souhaite une solution pacifique, il faut donc reconnaître les différentes oppositions, tout comme les motivations des minorités chrétiennes et alaouites ou celles de ceux qui ne soutiennent pas Assad mais qui ne veulent pas que la Syrie redevienne une colonie. Une solution politique exige de faire de la politique, de lutter pour la paix, pour des élections libres et, surtout, d'atteindre et de défendre une pleine indépendance vis-à-vis de l'impérialisme et de la dictature.

Source :(<http://www.argenpress.info/2013/09/el-enemigo-de-mi-enemigo-no-es-por.html>) (Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera